
[La Mission Internationale "Justice pour Berta Cáceres" exprime sa préoccupation au sujet du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme](#)

La Mission internationale "Justice pour Berta Cáceres", actuellement au Honduras, exprime sa profonde préoccupation au sujet de l'usage inconvenant qui est fait du nom du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme par le Gouvernement hondurien en ce qui concerne l'enquête du Ministère public sur l'assassinat de Berta Cáceres.

Il y a plusieurs jours, le Procureur général du Honduras, Mr Oscar Fernando Chinchilla, a annoncé avoir demandé au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme de valider l'enquête menée par le Procureur général au sujet de la dirigeante indigène. Selon les informations recueillies par la Mission internationale, le bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Droits de l'Homme n'a les moyens ni techniques ni opérationnels lui permettant de suivre les investigations menées par le Ministère public.

Par ailleurs, il n'entre pas dans le mandat du Haut Commissariat de valider un processus d'enquête du Procureur concernant un crime politique tel que celui qui a été perpétré contre la coordinatrice du Conseil des Organisations Populaires (COPINH), Berta Cáceres.

Le bureau du Haut Commissariat a indiqué qu'il avait été ouvert afin d'accompagner le Honduras sur les questions de droits humains, suite à une demande en ce sens faite en 2014. Or les medias affirment que les Nations Unies sont en train de vérifier les travaux du Ministère public dans cette étape d'établissement des faits et autres procédures de l'enquête publique.

La Mission avait prévu de rencontrer la représentation du Haut Commissariat à Tegucigalpa le 18 mars à midi pour parler du cas de Berta Cáceres et des affirmations du gouvernement du Honduras sur le rôle du Haut Commissariat à ce sujet. Mais hélas le rendez-vous a été annulé 20 minutes avant d'arriver au Bureau, pour une raison inconnue. La Mission internationale accordait une importance toute particulière à cette réunion après avoir pris connaissance de l'étude importante réalisée par Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'Homme, Mr Zeid Ra'ad Al Hussein, "**Une question de respect – éviter la complicité de projets de développement dans les violations des droits humains** » datée du mars.

La Mission Internationale "Justice pour Berta Cáceres" restera dans le pays jusqu'au 20 mars et se réunira avec différentes autorités et organisations du mouvement social..

Les membres de la Mission internationale "Justice pour Berta Cáceres" sont:

Miguel Urbán Crespo - Europe, Eurodéputé de PODEMOS – Groupe Gauche Unitaire Europe, Gauche Verte nordique GUE/NGL

Nora Cortiñas - Argentine, Mère de la Place de Mai, ligne fondatrice

Pedro Arrojo – Espagne, Député de PODEMOS au Congrès des députés d'Espagne.

José Olvera - Mexique, UNT-CSA Mexique, Union Nationale des Travailleurs/ Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques.

Beverly Keene - Argentine, Coordinatrice de Diálogo 2000-Jubilée Sud Argentine, Membre de la campagne internationale pour démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité.

Mirna Perla Jiménez - El Salvador, Magistrat honoraire de la Cour suprême de justice du Salvador.

Brian Finnegan – Etats-Unis, AFL/CIO – CSA. Fédération des Etats-Unis du travail et Congrès des organisations de l'industrie.

Zulma Larin - El Salvador, Coordinatrice du Réseau des écologistes communautaires et de l'Alliance pour la gouvernabilité et la justice.

Natalia Atz Sunuc - Guatemala, Amis de la terre Amérique latine et Caraïbe (ATALC), Membre de la Campagne internationale pour démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité.

Gustavo Lozano - Mexique, Universitaire et avocat de la Coalition des mouvements sociaux pour l'eau et pour la terre (MAPDER y REMA), coordonné avec le mouvement d'Amérique centrale

Tom Kucharz - Espagne, conseiller politique de PODEMOS au Parlement européen, et membre de la Campagne internationale pour démanteler le pouvoir des multinationales et mettre fin à l'impunité.

Miguel Ángel de los Santos - Mexique, avocat du Réseau des Juges ibéro-américains.

Contact avec la Mission:

misioninternacionaljbc@gmail.com

En Amérique Latine:

- Numéro local: + 50489748879
- J. Elosegui (Radio Mundo Real / Amigos de la Tierra Internacional): + 598-98846967
- A. Sandoval (Jubileo Sur Américas): + 50587136579

Europe:

- P.Pof (Podemos): + 34-618 154 002
- M. Vargas (Campaña Global para Desmantelar el Poder de las Transnacionales y poner fin a la impunidad): + 34-662026497
- À. Guillamón (Entrepueblos/Entrepobles/Entrepobos/Herriarte): + 34-932683366 / + 34 – 691501789

